

Paul Collier est l'auteur de *The Bottom Billion*, ouvrage salué par la presse comme par ses pairs. Universitaire internationalement reconnu, il a notamment rédigé de nombreux articles traitant de l'accès au financement dans les pays d'Afrique. Après avoir dirigé pendant plusieurs années le Groupe de Recherche sur le Développement à la Banque Mondiale, Paul Collier a pris la direction du centre d'étude des économies africaines de l'Université d'Oxford (Center for the Study of African Economies). Son article permet de replacer la problématique du financement des PME africaines dans le contexte actuel de crise financière internationale.

Repenser le financement des petites entreprises en Afrique

Alors que les banques africaines commençaient à se tourner vers les PME, la crise mondiale est venue inverser cette tendance et les PME risquent de voir leur accès au crédit se détériorer brutalement. Or, ces entreprises ont aujourd'hui, plus que jamais, besoin de financement à long terme ce que les systèmes financiers africains sont dans l'incapacité d'apporter. La situation ne pourra radicalement évoluer sans une amélioration de la circulation de l'information au sein des marchés d'ASS qui permettrait aux investisseurs d'identifier plus facilement les PME de qualité. Une utilisation pertinente des nouvelles technologies de l'information devrait permettre d'y parvenir.

Par Paul Collier, directeur du centre d'étude des économies africaines de l'université d'Oxford

Je commencerais par deux constats élémentaires en matière de finance. Prêter au secteur privé en Afrique est souvent considéré comme plus risqué que dans le reste du monde. Financer de petites entreprises est généralement plus risqué que financer de grandes entreprises. Le financement des petites entreprises africaines apparaît donc d'autant plus difficile qu'il combine malheureusement les deux types de risques. Lors de la récente période de prospérité qu'a connue l'économie mondiale, les investisseurs confrontés au renchérissement des actifs ont été amenés à accepter des risques plus importants afin de pouvoir réaliser des profits suffisants. Les petites entreprises africaines commençaient tout juste à bénéficier de ce phénomène lorsque la situation s'est brutalement détériorée, provoquant une rapide inversion de tendance : le goût du risque s'est évaporé et avec lui les opportunités de financement pour les PME africaines. Les répercussions en seront-elles importantes et, dans l'affirmative, comment y remédier ?

La réticence des banques à accorder des prêts

Pendant longtemps, les systèmes bancaires en Afrique ont dû faire face à des risques élevés et à des coûts de transaction importants lorsqu'il s'agissait de financer des petites entreprises. Ces contraintes ont largement contribué à restreindre l'accès des PME aux circuits financiers formels. Par exemple, une étude analysant l'endettement auprès des banques d'entreprises du secteur manufacturier dans six pays d'Afrique au cours des années 90 a constaté que les très petites entreprises avaient sensiblement moins de chances que les autres d'accéder au crédit (Bigsten *et alii*, 2003). L'étude a pris en compte de nombreux critères, tels que la renta-

bilité par exemple, et est parvenue à la conclusion que ce phénomène relevait probablement d'un préjugé des prêteurs envers les PME. Les banques d'Afrique n'avaient en effet nul besoin de développer leurs activités de crédit aux petites entreprises car elles dégageaient suffisamment de bénéfices en prêtant sans risques et à moindre frais aux grandes entreprises ou en investissant dans des titres de dette publique très rémunérateurs.

Tant que les économies africaines stagnaient, l'insuffisance de financement des petites entreprises apparaissait comme un problème secondaire. La croissance était surtout entravée par le manque d'opportunités d'investissement, rendant ainsi le besoin de financement moins pressant. Cependant, les importantes réformes économiques menées dans les années 90 ont permis de faire rapidement croître le rendement des capitaux. Des travaux récents comparent la rentabilité du capital à travers le monde en s'appuyant sur trois sources différentes : des enquêtes auprès d'entreprises, des données publiées par les entreprises cotées en bourse et des données d'investissements directs américains (Collier et Warnholz, 2009).

Toutes ces sources indiquent que l'Afrique est aujourd'hui la région du monde qui présente la plus forte rémunération du capital privé. Dans ce contexte, la disponibilité de financement risque de devenir un facteur plus déterminant pour la croissance. Paradoxalement, c'est lorsque les entreprises se développent qu'elles sont le moins à même de financer leurs investissements par les bénéfices générés par l'activité puisque, si la croissance ouvre des perspectives d'investissement, celle-ci pèse également sur la trésorerie.

En effet, la production de chaque période étant plus importante que celle de la période ...

Repenser le financement des petites entreprises en Afrique

Par Paul Collier, directeur du centre d'étude des économies africaines de l'université d'Oxford

... précédente, les montants à engager à chaque cycle pour financer les intrants nécessaires à la production future sont importants en comparaison des revenus de l'activité passée. Avant la crise actuelle, les économies africaines ont connu une courte période où la croissance atteignait près de 6 %, période durant laquelle les difficultés de financement ont donc pu constituer une réelle contrainte pour le développement des PME. La récession mondiale a nettement enrayer le dynamisme de ces économies, mais les prévisions indiquent un maintien de la croissance en Afrique : les projections du FMI, rendues publiques en mars 2009, envisagent une croissance régionale moyenne de 3,2 % pour l'année 2009, soit un taux nettement plus élevé que celui – négatif – prévu pour l'OCDE.

Les effets de la crise mondiale

La récession a certes bridé la croissance de l'Afrique, mais elle a sûrement contraint davantage encore le financement des petites entreprises. Le secteur financier africain a été largement épargné par la première onde de choc de la crise financière, mais la seconde commence désormais à se faire sentir. De nombreuses banques sont détenues par des capitaux étrangers et, à l'instar de ce qui se passe dans le reste du monde, celles-ci ont désormais tendance à rapatrier leurs liquidités. À ce phénomène, s'ajoute la rapide détérioration des comptes extérieurs de nombreux gouvernements africains due à la chute des recettes d'exportation de matières premières.

Ces gouvernements vont devoir emprunter et, compte tenu de l'aversion au risque des investisseurs internationaux, ils devront vraisemblablement avoir recours à l'endettement intérieur. Les emprunts publics contractés auprès des banques vont par conséquent évincer les emprunts privés. Ces deux facteurs vont pousser les banques à réduire leurs engagements sur les entreprises. Or,

ce resserrement du crédit intervient au moment où les entreprises en ont le plus besoin. Dans ce contexte, les grandes entreprises parviendront plus facilement que les petites à satisfaire leurs besoins financiers.

Certaines grandes entreprises disposent d'importants dépôts dans le système bancaire qu'il leur suffit de ponctionner. En outre, comme cela a été expliqué précédemment, les grandes entreprises sont mieux placées pour emprunter. Certains pays commencent déjà à ressentir un phénomène d'assèchement des liquidités bancaires dû aux besoins des grandes entreprises. Enfin, en temps normal, les grandes entreprises accordent des crédits commerciaux aux PME. C'est là le reflet de leur situation financière plus avantageuse : elles prêtent aux petites entreprises parce que leur coût de financement est moins élevé. Néanmoins, dès lors que leurs propres besoins augmentent, ces grandes entreprises ont la possibilité de limiter ces crédits commerciaux. Ceci leur permet de se prémunir contre le risque d'une crise de liquidité mais pousse en revanche les petites entreprises à la faillite. La crise mondiale devrait ainsi entraîner une détérioration de l'accès – déjà limité – des petites entreprises au crédit, ce qui contribuerait à ralentir la croissance. L'insuffisance de financement des PME est un phénomène préoccupant et il est important de trouver des moyens pour y remédier.

Un système inadapté

Manifestement, une récession mondiale dont l'ampleur est encore difficile à évaluer et durant laquelle l'appétit pour le risque s'est très largement amoindri, constitue le plus mauvais moment pour développer le crédit aux petites entreprises africaines. En outre, le système financier actuel de l'Afrique n'est pas à même de gérer de tels financements : il est conçu pour allouer des prêts à court terme aux grandes entreprises. ...

 **Paul Collier**
Université d'Oxford

Paul Collier est professeur d'économie et directeur du centre d'étude des économies africaines de l'université d'Oxford. Il est également professeur invité au centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) de l'université d'Auvergne ainsi qu'à l'université de Paris 1. Il est l'auteur du livre *The Bottom Billion*, qui a reçu en 2008 les prix Lionel Gelber, Arthur Ross et Corine. Son dernier ouvrage, intitulé *Wars, Guns and Votes: Democracy in Dangerous Places*, a paru en mars 2009.

“Le secteur financier africain a été largement épargné par la première onde de choc de la crise financière, mais la seconde commence désormais à se faire sentir.”

Repenser le financement des petites entreprises en Afrique

Par Paul Collier, directeur du centre d'étude des économies africaines de l'université d'Oxford

... Cet environnement n'est pas propice au financement d'investissements à haut risque. Du point de vue des banques, si l'investissement échoue, elles sont exposées au risque de défaillance tandis que s'il réussit, elles ne sont que modestement intéressées aux bénéficiaires. Du point de vue des entreprises, financer un engagement à long terme avec des ressources à court terme dans une période où les banques risquent fort de restreindre le crédit est le chemin le plus sûr vers la faillite. Dans un environnement très risqué, ce sont les fonds propres qui sont indispensables. Néanmoins, les investissements en fonds propres ne peuvent affluer que s'il existe un cadre institutionnel permettant d'évaluer et de maîtriser les risques. Je n'entrevois aucune autre solution que d'établir un tel cadre institutionnel.

Les technologies de l'information : une voie d'avenir

Ces fondements institutionnels doivent permettre d'améliorer la qualité de l'information et de mieux protéger juridiquement les investisseurs. Des systèmes de surveillance qui enregistrent les transactions des petites entreprises doivent être mis en place pour établir des historiques de données de performance.

Ces informations peuvent par la suite être utilement exploitées en utilisant les techniques innovantes et prometteuses d'organisations internationales de micro-finance telles que Kiva. Cet usage novateur des technologies de l'information doit servir de base à l'élaboration d'un nouveau type de communication entre les banques et les entreprises.

Malgré la récession mondiale, il existe un potentiel

considérable pour la finance dite "sociale", comme l'ont démontré à la fois la Grameen et BRAC. Par contre, il est important que ces financements atteignent des cibles pertinentes, en évitant de succomber à des tentations de magnanimité. Si d'un point de vue social, les besoins les plus évidents émanent des micro-entreprises, ce sont davantage les petites entreprises ayant un réel potentiel de croissance qui, à mon sens, sont susceptibles d'avoir l'impact le plus significatif sur l'économie. Si la finance sociale se concentre sur les très petites entreprises qui apparaissent les plus séduisantes selon des critères sociaux, et, pire encore, si les retours sur investissement s'avèrent faibles, cela ne fera que conforter l'idée selon laquelle les petites entreprises africaines ne sont pas de bonnes cibles pour les capitaux privés.

Le rôle de la finance sociale n'est pas d'apporter des fonds subventionnés, mais de se poser en pionniers et de démontrer la viabilité de nouveaux marchés aux investisseurs privés. Les technologies de l'information peuvent a priori permettre d'améliorer considérablement la circulation de l'information relative aux performances des entreprises. C'est là, à mon sens, le chaînon manquant essentiel. ●

REFERENCES

- Bigsten, A., Collier, P., Dercon, S., Fafchamps, M., Gauthier, B., Gunning, J.W., Odoro, A., Oostendorp, R., Patillo, C., Söderbom, M., Teal, F., Zeufack, A., 2003. Credit Constraints in Manufacturing Enterprises in Africa, *Journal of African Economies* 12(1), mars, 104-25.
- Collier, P., Warnholz, J.L., 2009. Now's is the Time to Invest in Africa, *Harvard Business Review - Breakthrough Ideas for* 2009, <http://hbr.harvardbusiness.org/>, février.